

## L'économie italienne

Elle est fortement orientée vers le marché international depuis les années 60, après que la fin de l'accord Bretton Woods (65) a supprimé le système de taux d'échanges fixes, qui avait été retenu nécessaire pour relancer les économies nationales dévastées par la guerre (en gelant les taux d'échanges, les investisseurs n'avaient peu de motivation pour investir dans le marché de devises, et donc le capital restait immobile dans son pays d'origine pour favoriser les secteurs plus performants de l'économie; ceci favorisait la spécialisation locale selon l'avantage comparé de chaque pays et crée les conditions pour l'échange de biens qui a mené au soi-disant libre-échange). L'inflation américaine due à la Guerre de Vietnam aidée par la crise pétrolière des années 70s a poussé le système mondial vers la compétition économique plus aigüe (plus d'argent dépensé = augmentation du PIL = augmentation de la demande de produits étrangers; les É-U commencent à perdre leur domination du marché de l'électronique, car les achats américains à l'étranger financent et motivent la recherche et l'investissement au Japon et puis partout en Asie du Sud-est). L'unification européenne a mis fin à la dominance allemande en Europe vers les années 90, car les membres plus pauvres de EU ont gagné avec la monnaie unique (l'Euro), a éliminé les avantages de la spéculation dans les marchés des devises. Par coïncidence, l'unification allemande de 1989 a obligé la République fédérale (l'Ouest) d'investir de milliards à l'Est pour renouveler leur infrastructure dépassée; ceci a dilué le pouvoir financier de la RF, car son capital restait «chez eux» plutôt que participer dans le marché financier européen. Ceci a créé des opportunités pour le capital local dans les pays moins performants.

Après la reconstruction après-guerre, les coûts des services sociaux augmentent, car les gouvernements centristes de l'époque cherchent à coopter une population plus sensible aux changements du marché et donc plus politisée et plus apte à voter de façon indépendante. Ceci crée de bilans négatifs (les dépenses excèdent le revenu) pour les gouvernements, au pluriel, car tous les membres de l'EU sont impliqués en dépit de leur orientation idéologique. Cette dynamique a été favorisée par un système politique où l'élite «assise» tente de conserver son pouvoir et son statut menacé par l'émergence de la

nouvelle économie plus performante en achetant des votes. Ceci a fonctionné en partie parce que les citoyens voulaient obtenir leur petite tranche de la nouvelle richesse post-guerre. Les gouvernements corrompus ont donc pu faire, à tous les effets, du chantage à leurs citoyens en offrant ou retenant des services.

Le Sud de l'Italie reste sous-développé pour plusieurs raisons, dont une est le fait qu'une grande partie des investissements (transferts) effectués par les gouvernements régionaux ne ciblent pas directement des industries-clés. Dans les régions où ils ont suivi cette dernière politique, ils ont eu du succès, p.e. Abrouzzes, maintenant aussi riche que le Veneto en termes d'exportations.

Après 1965, avec les tarifs d'échange flottant, le capital était libre de circuler dans le système, de se déplacer vers des centres dynamiques où il pouvait créer plus de profits. Ce mouvement crée un écart toujours plus important entre les pays performants et les pays moins performants. L'Italie commence d'être une économie périphérique en termes du nouveau système européen et mondial qui émerge vers la fin des années 60. Le sud, déjà marginalisé par la politique gouvernementale, devient encore plus marginalisé par respect à l'Europe.

Le capital qui se déplace vers des centres déjà établis – Allemagne, France, Grande-Bretagne – crée des surplus temporaires et localisés, motivant l'industrie régionale de devenir plus efficace. Or, ils adoptent le système *just in time*, dans lequel les fournisseurs envoient de petites quantités en continuité aux industries afin d'éviter des embouteillages d'inventaire. L'inventaire gonflé représente le capital mort, non productif. Les grands centres deviennent "*capital intensive*", où on cherche d'accroître la performance (rendement) du capital en surcapitalisant les entreprises qui sont *vertically integrated* (intégré verticalement). On vire la main d'œuvre pour capitaliser davantage les infrastructures. *Just in time* favorise la centralisation déjà déclenchée par les tarifs flottant, car seulement les économies ayant déjà des investissements importants dans les infrastructures de transport sont favorisées, créant un cycle de succès régional et des écarts importants avec les régions européennes souffrant d'un manque relatif de capital.

Résultat: Lire faible, mais cette faiblesse est un avantage, car il baisse les prix des exportations et favorise la performance de l'économie nationale (mais accentuant les écarts entre les régions riches et les pauvres). Problème: les Italiens deviennent riches, mais cet argent n'est pas converti en capital, car le taux de rendement des investissements est relativement faible (au niveau du marché financier national, où les taux d'intérêt sont dictés par la Lira faible sur les marchés internationaux), donc ils deviennent exportateurs d'argent, déplaçant le capital vers des pays où le capital est plus performant. Résultat: les entreprises relativement défavorisées deviennent davantage plus petites (car elles sont sous-capitalisées et possèdent des infrastructures relativement non compétitives), et donc l'économie devient intégrée horizontalement (petites entreprises qui produisent pour d'autres entreprises et non directement pour le marché).

Mais la dévaluation de la lire signifie une compétition aigüe en Italie pour les biens, signifie prix qui augmentent (inflation permanente), lançant un cycle d'inflation continue qui a duré 25 ans, toujours dans un contexte d'une Lira relativement faible. Donc, surplus d'argent liquide, mais des conditions qui ne favorisent pas l'investissement dans l'économie italienne (fuite du capital).

Donc, pour le producteur ou l'investisseur, il n'est pas sensé investir dans une industrie fortement capitalisée – créant une situation dominée par une infrastructure *low technology* et la main-d'œuvre relativement abondante comparée aux grandes industries lourdes du centre européen. Les PME ne contrôlent pas le marché, car ils dépendent des autres fournisseurs de composants pour les produits finis, et donc elles ont tendance à rester petites. Donc, les Italiens se lancent dans une spirale qui est l'inverse de la tendance européenne, qui, elle, marche vers la centralisation de l'industrie, produisant de grandes entreprises qui deviennent toujours plus verticalement intégrées et sur capitalisées et donc toujours plus compétitives sur le marché international. Étant donné qu'on favorise la main d'œuvre aux dépens du capital, l'industrie légère italienne se situe souvent dans la province ou campagne, où il y a de la main-d'œuvre à bas prix (ceci est favorisé par la politique gouvernementale, qui utilise l'industrialisation comme un appât dans les jeux

politiques, afin de mieux contrôler les votes de personnes désireuses de travailler). Cette dépendance sur la main-d'œuvre pousse l'industrie vers une crise de manque de main-d'œuvre vers les années 80, car le système d'éducation reste axé sur la production d'une main d'œuvre classique, pouvant s'intégrer dans un marché vertical domine par l'industrie lourde (universités arriérées). La productivité relativement faible de chaque entreprise sous-capitalisée signifie que les PME non syndiquées offrent des salaires relativement bas. L'industrie légère doit importer la main d'œuvre de l'Afrique ou du Tiers Monde, qui s'intègre mal dans le contexte italien largement homogène.

Paradoxe: l'industrie légère est en compétition sur les marchés internationaux dus à la Lira faible, et ne peut pas trouvé le capital pour investir afin de devenir intégrée verticalement (et les propriétaires de telles PME n'ont aucune motivation pour le faire, en tout cas), car ils dépendent des autres industries (problème: elles ne peuvent pas se fier du *management* des autres PME dont elles dépendent), menant à un cercle vicieux de sous-capitaliser l'industrie et d'engager la main-d'œuvre sous-instruite (et donc incapable de gérer les infrastructures modernes, même s'ils y en avaient), la rendant encore moins indépendante, dans un contexte d'intégration horizontale, comparée à d'autres manufacturiers de composants. Cette faiblesse et dépendance sur les conditions du marché établies par les grandes industries consommatrices de la production des PME les pousse à se réorienter vers les exportations dans un contexte horizontal et les oblige les PME (qui composent 80% du nombre total d'entreprises) de se spécialiser dans les produits de consommation de masse, surtout les marchandises qui ne dépendent pas de secteurs industriels surcapitalisés – textiles, vêtements, souliers – surtout pour des marchés niches situés dans les économies encore plus périphériques et moins performantes comparées à l'économie italienne – le Tiers Monde, l'Europe de l'Est.

Cette dernière tendance est renforcée par l'adoption d'une monnaie unique pour l'Europe, car ils perdent l'avantage de la Lire faible et doivent descendre l'échelle du marché, pour s'orienter davantage vers les marchés secondaires.

Autre conséquence: ne contrôlant pas le marché et se trouvant dans un contexte horizontal, les PME italiennes ne veulent pas se capitaliser, assurant qu'elles restent au niveau d'entreprises de famille, comme j'ai dit, mais ceci signifie qu'elles n'ont aucun intérêt à se présenter sur la bourse, n'émettant donc aucune action et donc accentuant le problème de sous-capitalisation de certains secteurs et de certaines PME (la majorité), ce qui finie par favoriser davantage les centres et les grandes entreprises. Bref, une structure paradoxale, avec une économie riche en liquide, mais sous-capitalisée.